

POLE AMENAGEMENT DURABLE
DIRECTION DES INFRASTRUCTURES

Ref : XXX

Arrêté règlementant la circulation des véhicules sur la RD 921, hors agglomération, sur le territoire des communes de Dadonville, Ascoux, Bouzonville-aux-Bois, Vrigny, Courcy-aux-Loges, Ingrannes, Sully-la-Chapelle, Fay-aux-Loges aux PR et sens de circulation suivants :

Dans les deux sens de circulation :

du PR19+355 au PR21+10
du PR23+930 au PR25+380
du PR26+80 au PR27+440
du PR30+950 au PR39+270
du PR39+700 au PR40+800
du PR41+770 au PR42+90
du PR42+600 au PR45+940
du PR49+190 au PR49+850

Dans le sens décroissant :

du PR28+935 au PR29+620

Dans le sens croissant :

du PR28+750 au PR29+510

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L3221-4-1 tel que modifié par l'article 36 de la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités (LOM),
Vu le code de la route et notamment son article R413-2,
Vu le code de la voirie routière,
Vu l'instruction interministérielle en vigueur sur la signalisation routière, notamment son article 63 en 4^{ème} partie dédiée à la limitation de vitesse,
Vu le vœu émis par le Conseil départemental du Loiret lors de la session du 16 juin 2022 sur le projet de relèvement de la vitesse maximale autorisée de 80 à 90 km/h de plusieurs routes départementales,
Vu l'avis du Préfet du Loiret et de la Région Centre Val de Loire du 20 décembre 2022,
Vu l'avis favorable de la Commission Départementale de la Sécurité routière (CDSR) du 1^{er} décembre 2022,
Vu l'étude d'accidentalité portant sur le territoire du Département et notamment sur cette section de route,

Préambule :

Depuis le 1er juillet 2018, la vitesse maximale autorisée (VMA) a été réduite de 90 à 80 km/h sur les routes à double sens, sans séparateur central.

L'application généralisée et indifférenciée de cette mesure, qui ferait alors abstraction des réalités du terrain, suscite incompréhension et rejet de la part des usagers de la route.

Preuve en est, les mesures effectuées au cours du second semestre 2018 sur les routes départementales du Loiret traduisent une baisse moyenne de la vitesse pratiquée d'uniquement 5,6 km/h, laquelle tend en plus à s'estomper progressivement, démontrant ainsi une difficulté d'acceptation de l'abaissement de la VMA par la grande majorité des usagers de la route.

Le renforcement de la sécurité des automobilistes et la réduction du nombre d'accidents étant une volonté forte des élus départementaux, le Département du Loiret a décidé de saisir la possibilité offerte par la loi LOM de décembre 2019 de rétablir une VMA à 90 km/h sur les portions de routes départementales compatibles avec une telle dérogation afin de légitimer et de donner du sens à la limitation de vitesse à 80km/h conservée sur la majorité du réseau routier départemental. L'acceptation et la compréhension de la règle des 80 km/h par les automobilistes constituent la condition *sine qua non* de son respect et donc de son efficacité.

Partant de ce constat, le Département du Loiret, à la lumière des opérations d'investissement menées ces dernières années en vue de supprimer les principales zones accidentogènes, des conclusions des études de sécurité et d'accidentologie menées par ses services, des recommandations d'ordre général du comité national de la sécurité routière et de sa connaissance concrète de la configuration de son réseau routier, a identifié les tronçons de routes compatibles avec un retour aux 90 km/h (en l'occurrence 14% du réseau routier départemental) puis a présenté son projet devant la Commission départementale de la sécurité routière.

Concernant plus particulièrement la RD 921, il est apparu que celle-ci :

- Constitue un itinéraire du réseau routier départemental assurant des fonctions structurantes dont le relèvement de la vitesse est de nature à bénéficier à la vie économique et à la fluidité des déplacements et qu'il permet de légitimer la mesure à 80 km/h sur le reste du réseau secondaire départemental.
- Au vu de l'étude d'accidentalité, ne présente pas d'incompatibilité en termes de sécurité routière avec une vitesse maximale autorisée relevée à 90 km/h en dehors des agglomérations et secteurs traversés justifiant, le cas échéant, une adaptation localisée de limitations de vitesse. En effet, l'étude de ce tronçon révèle un taux d'accidents de 2 pour 100 millions de km parcourus pour 5 ans, inférieur à celui observé sur l'ensemble du réseau routier départemental égal à 3.

S'agissant plus spécifiquement des sections hors agglomération ci-dessous, sur le territoire des communes de Dadonville, Ascoux, Bouzonville-aux-Bois, Vrigny, Courcy-aux-Loges, Ingrannes, Sully-la-Chapelle, Fay-aux-Loges, ces tronçons sont apparus compatibles avec un relèvement de vitesse maximale de circulation à 90 km/h notamment compte tenu des éléments suivants :

- Les caractéristiques de la voie et notamment le dimensionnement de la chaussée permettent la circulation d'une file de véhicules (Art. R110-2 du Code de la Route) et le croisement des véhicules sans difficulté particulière,

- Conformément au guide d'aménagement des carrefours interurbains, les intersections dites « classiques » (5 carrefours en T sur cette section) ne présentent pas une insécurité routière du fait que la géométrie et les conditions de visibilité ont été appréciées pour permettre une vitesse maximale autorisée de 90 km/h sur l'axe principal. Les carrefours dits « aménagés » (dans ce cas 4 giratoires) répondent à des problèmes sécuritaires identifiés par les services départementaux et/ou adapté au niveau du trafic et à son environnement,
- Au vu de la politique de lutte contre l'insécurité routière, le Département applique une vitesse réduite à 70 km/h aux abords de zones sensibles telles que l'intersection d'Horsdeville située dans une courbe, le lieu-dit de l'arbre sec en présence d'un commerce, la pépinière Millon et une zone bâtie en approche de Fay-aux-Loges dans le cas de cette section. Le relèvement de la vitesse maximale autorisée à 90 km/h sur les tronçons identifiés comme compatibles avec cette mesure est de nature à légitimer une vitesse réduite pour ces zones sensibles et à inciter l'utilisateur à la respecter davantage en évitant les comportements de « lissage de la vitesse » autour de 80 km/h qui peuvent être constatés en l'absence d'une rupture plus franche de vitesse, permise en cas de passage de 90 km/h à 70 km/h.
- L'environnement peu bâti limite les conflits potentiels.

Dans les deux sens de circulation :

PR de début	PR de fin
19+355	21+10
23+930	25+380
26+80	27+440
30+950	39+270
39+700	40+800
41+770	42+90
42+600	45+940
49+190	49+850

Sens décroissant :

PR de début	PR de fin
28+935	29+620

Sens croissant :

PR de début	PR de fin
28+750	29+510

Dans ces conditions,

Le Président du Conseil Départemental du Loiret

Arrête

Article 1 :

La vitesse maximale autorisée sur la RD 921 sur le territoire des communes de Dadonville, Ascoux, Bouzonville-aux-Bois, Vrigny, Courcy-aux-Loges, Ingrannes, Sully-la-Chapelle, Fay-aux-Loges, est de 90 km/h dans les deux sens de circulation aux sections suivantes :

Dans les deux sens de circulation :

PR de début	PR de fin
19+355	21+10
23+930	25+380
26+80	27+440
30+950	39+270
39+700	40+800
41+770	42+90
42+600	45+940
49+190	49+850

Sens décroissant :

PR de début	PR de fin
28+935	29+620

Sens croissant :

PR de début	PR de fin
28+750	29+510

Cette disposition ne concerne pas les sections suivantes où la vitesse est de 70 km/h dans les deux sens de circulation aux abords :

- de l'entrée Sud de Vrigny du PR28+735 à 28+935 dans le sens décroissant
- du lieu-dit l'arbre sec du PR29+620 à 30+950 dans le sens croissant et du PR 29+510 à 30+950 dans le sens décroissant
- de l'intersection route d'Horsdeville du PR39+270 à 39+700
- de la pépinière Million du PR42+090 à 42+600
- de l'entrée Nord de Fay-aux-Loges du PR45+940 à 47+090
- du giratoire de la zone d'activité des Loges du PR49+850 à 50+716

Article 2 :

Les dispositions définies à l'article 1 prendront effet à compter de la mise en place, aux frais du Département du Loiret, de la signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle susvisée.

Article 3 :

Tous les arrêtés relatifs à la limitation de vitesse pris antérieurement sur ces sections de la RD 921 sont abrogés

Article 4 :

Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :

Monsieur le Directeur général des services départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet www.loiret.fr.

Fait à ORLEANS, le **10 JAN. 2023**
Le Président du Conseil départemental,
Marc GAUDET
La Directrice
des Infrastructures
Sandrine EUGÈNE
Sandrine EUGÈNE
Marc GAUDET

Voies et délais de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois suivant la date de sa publication, d'un recours gracieux adressé à Monsieur le Président du Conseil Départemental - Département du Loiret - 45945 ORLEANS, ou d'un recours contentieux formé auprès du Tribunal Administratif d'Orléans, par courrier à l'adresse suivante 28 rue de la Bretonnerie 45057 Orléans cedex 1, ou via l'application informatique " Télérecours citoyens" accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>.